

*Questions orales*

**M. Broadbent:** Cela veut dire un nombre record de faillites, des prix records pour les produits alimentaires et des taux d'intérêt hypothécaire records.

**Une voix:** Et votre parti les a appuyés.

**M. Broadbent:** Le premier ministre reconnaîtra-t-il maintenant que toutes les prévisions et supposées solutions présentées dans le budget d'octobre ne tiennent plus? Le gouvernement se servira-t-il du congé de Noël pour mettre au point un nouveau budget qui s'attaquera à la crise économique et qui pourra être présenté à la Chambre en janvier?

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances):** Madame le Président, je me réjouis que le député ait soulevé cette question car, hier, au cours de la période des questions, il a qualifié de désuet le budget présenté le 28 octobre dernier. S'il fait allusion aux pressions inflationnistes manifestes dans l'indice actuel du coût de la vie, il doit admettre que notre budget a abordé l'inflation comme étant le principal problème auquel doit faire face l'économie canadienne et a cherché à prévenir les Canadiens et la Chambre des communes de la menace qui plane sur le pays en raison de l'inflation. S'il tient à ce que je lui relise les passages de ce budget particulier...

**M. Broadbent:** Non.

**M. MacEachen:** ... qui fait ressortir les préoccupations au sujet de l'inflation, je le ferai volontiers. J'ai prévu dans ce budget une stratégie à moyen terme qui vise à juguler l'inflation. Le député devrait se donner la peine de lire le budget présenté en octobre dernier au lieu d'en réclamer un nouveau.

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Madame le Président, à l'instar des députés de ce côté-ci de la Chambre, non seulement j'en ai pris connaissance, mais j'ai également écouté le désastreux exposé budgétaire du ministre.

**Des voix:** C'est exact!

**M. Broadbent:** Avec ce budget, chaque famille canadienne est appelée à payer \$500 de plus sous forme d'impôts indirects. Le ministre sait pertinemment que cette mesure contribue à rehausser le coût de la vie, et non pas à le réduire.

Le premier ministre acceptera peut-être de répondre à une question aujourd'hui puisqu'il prétend s'occuper du gouvernement. Au lieu de donner des conseils que beaucoup d'entre nous considèrent gratuits et offensants, accepterait-il de mettre en œuvre, au début de la nouvelle année, une proposition raisonnable visant les Canadiens de situation modeste et aisée, à savoir, un dégrèvement fiscal au titre du coût de la vie qui privilégierait les Canadiens dans une situation précaire par rapport à leurs concitoyens aisés ou bien nantis?

**M. Crosbie:** Tout comme dans mon budget.

**M. MacEachen:** Madame le Président, le député se plaint aujourd'hui de la pression exercée sur les prix et du danger d'inflation. Or, il propose en même temps que l'on procède à

un abaissement des impôts, mesure qui, dans la conjoncture actuelle, contribuerait fortement à aggraver l'inflation.

**M. Broadbent:** C'est faux.

**M. MacEachen:** Si chacune des mesures qui ont été proposées par le Nouveau parti démocratique à la Chambre était adoptées, elles auraient tôt fait d'entraîner un accroissement de l'inflation et une hausse des prix au Canada. Les mesures proposées par le député sont irréflechies et nous ne les acceptons pas.

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. Broadbent:** Madame le Président, de la part d'un homme qui occupe le poste de ministre des Finances, cette attitude est inqualifiable. Il devrait pourtant savoir que lorsque le secteur économique n'opère qu'à 80 p. 100 de sa capacité, une réduction des impôts n'amène aucune pression inflationniste; mais permettrait de créer de nouveaux emplois. Le ministre devrait le savoir.

J'aimerais poser une question au premier ministre, qui, en dépit de la crise, continue à arborer un sourire satisfait, ou au ministre des Finances. Après avoir rejeté les propositions des deux partis de l'opposition qui préconisent des réductions fiscales, la création d'une commission des prix équitables et de l'aide pour réduire les coûts de l'énergie, après avoir refusé toutes ces solutions qui pourraient contribuer à améliorer la situation, le gouvernement du Canada a-t-il l'intention de rester inactif pendant que la population canadienne subit les conséquences de la crise?

**M. MacEachen:** Madame le Président, je commencerai par demander au leader du Nouveau parti démocratique s'il croit rendre un service à la population canadienne ou à l'économie du pays en qualifiant de crise la conjoncture actuelle.

**M. Baker (Nepean-Carleton):** Posez-vous la question.

**M. Broadbent:** Ils le savent.

**M. MacEachen:** J'estime qu'il s'agit là d'une déclaration irréflechie qui ne fera qu'aggraver le climat d'incertitude qui règne présentement en ce qui touche au taux d'intérêt et à la valeur d'échange du dollar canadien. Le leader du Nouveau parti démocratique se met tous les jours en évidence durant la période des questions par ses déclarations exagérées.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. MacEachen:** Je n'ai pas l'intention d'être conduit à des actes précipités par les propositions irréflechies du leader du Nouveau parti démocratique.

**M. Broadbent:** Vous n'avez qu'à vous réveiller.

LE REFUS DE LA SASKATCHEWAN DE PAYER LES TAXES  
PRÉVUES DANS LE BUDGET

**L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest):** Madame le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et ministre des Finances. Je serais presque tenté de lui demander ce qu'il entend par crise, si tant est que nous ne soyons pas en pleine crise à l'heure actuelle, mais je m'abstiendrai.